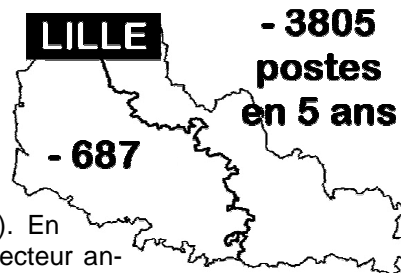


Des chiffres et des suppressions



En 2 ans, dans l'académie, 435 postes transformés en heures supplémentaires. Dans les collèges du Nord, progression de 29 % des heures supplémentaires, et des suppressions parfois très lourdes (ex : Blum Villeneuve d'Ascq, 9 postes). En «Ambition-Réussite», pour 2 élèves en moins, on supprime un demi-poste. Le recteur annonçait 70 suppressions, et au total, l'inspection académique en fait disparaître 97. Dans les collèges du Pas-de-Calais, 32 ETP (équivalents temps pleins) sont supprimés pour 93 élèves en moins.

Les premières informations sur les lycées montrent l'ampleur des suppressions de postes, qui touchent tous les établissements et en particulier les lycées techniques. Lycée Branly à Boulogne: 14 ou 15 postes supprimés (10% des profs); lycée Duez à Cambrai: 6 postes 1/2; lycée Darras à Liévin: 9 postes (avec dans certaines disciplines plus de 18 HSA alors qu'on supprime un poste); lycée Carnot à Arras : 8 postes.

MAINTENIR LA PRESSION !

FAIRE CRAQUER L'ENVELOPPE !

DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC !

La grande arnaque

Dialogue paritaire, l'arlésienne

On en parle sans cesse, mais en réalité, le rectorat confond dialogue et présentation de décisions unilatérales.

Dernier exemple : la hors-classe. Bien que le SNES ait montré l'injustice des choix de sélection faits l'an dernier, le rectorat se contente de mesures à la marge qui ne résoudront aucun des problèmes (*voir le*

site). Refus de prendre en compte les années passées en ZEP, refus d'harmoniser les appréciations entre les disciplines, refus de revaloriser l'ancienneté.



Le recteur l'a dit, « il faudra se montrer persuasif » pour imposer les heures supplémentaires, d'autant plus qu'elles seront en très forte augmentation, et cela dans des établissements où les postes sont supprimés. **Comme si cela ne suffisait pas, on tentera d'imposer dans les collèges, en plus des HSA, des HSE pour mettre en place « l'accompagnement éducatif » à la rentrée.** Cyniquement, le gouvernement compte sur sa ladrière en matière de revalorisation pour les faire accepter.

Tout montre au contraire qu'il faut refuser ce mode de gestion qui se traduira par une aggravation des conditions de travail (l'idée est de faire passer une partie des enseignements des obligations de service aux HS, ce qui signifiera souvent une classe en plus !). C'est aussi justifier la baisse des recrutements, favoriser l'annualisation du temps de travail (et donc moins... d'HS).

A tout cela nous devons répondre :

- nous travaillons déjà beaucoup, et notre salaire diminue : nous voulons une augmentation !
- nous travaillons beaucoup, nous ne voulons pas travailler plus !
- 6 % d'augmentation immédiate, cela ne met pas en péril le budget, cela prépare l'avenir. Cela compense la perte subie depuis 2000.
- Nous n'accepterons pas les heures sup alors qu'il y a tant de compléments de service !

Complément de service : le chef d'établissement doit vous demander de choisir entre complément de service hors commune et la suppression de votre poste (et donc passage au mouvement) . Par ailleurs, le lieu du complément doit être connu : on ne signe pas de chèque en blanc !

Et pendant ce temps, la charge de travail s'accroît



Deux exemples : en lycée, comme en collège, les collègues auront à pallier la disparition des conseillers d'orientation en organisant des entretiens individuels. Le livret de compétence est « expérimenté » dans deux bassins, et cela représente une charge de travail supplémentaire conséquente. Autre nouveauté, le retour de l'orientation par les compétences. Sans consultation, et sans en avoir averti les collègues, les conseils de classe devront proposer l'orientation en fonction de compétences, à choisir parmi 8 items. Le dernier doit faire réfléchir : « Adopter une attitude citoyenne face à la réglementation et aux chartes en vigueur ».

Vous avez dit tri social ? Vous avez raison.



MAINTENIR LA PRESSION !

Il est possible de faire céder ce gouvernement comme nous avons fait plier ceux qui voulaient casser l'école et économiser sur son dos. Juppé, Allègre, Robien ont tous prétendu passer en force, mal leur en a pris. A nous de répondre à Darcos et à ses provocations. L'action du 24 janvier est un succès qu'il faut amplifier.

La FSU, en accord avec une partie des syndicats, refuse la résignation. Résister c'est :

- voter contre les répartitions lors du Conseil d'administration
- préparer des actions de terrain avec les parents.
- annoncer le refus des heures supplémentaires, en utilisant l'outil qu'est la pétition sur le site du S3. de Lille www.lille.snes.edu
- participer à la **manifestation le mercredi 6 février à 16h, à Lille place du g^{al} de Gaulle.**
- et parce qu'il faut aussi avoir recours à la pression la plus forte,

faire grève le vendredi 29 février !

- Il faut être visible, partout et sans cesse, montrer que nous ne sommes pas prêts à tourner la page et qu'à chaque mauvais coup, la profession réagira.

Une école de moins en moins gratuite !

Le rectorat a décidé cette année de faire passer la certification aux 2ndes section européenne : il s'agit probablement d'une formation privée "offerte" par des organismes privés et qui escomptent bien sûr un retour sur investissement... Aujourd'hui gratuit, mais demain ?

Et la laïcité ?

s n e s
syndicat national des enseignants de second degré

Un gouvernement manipulateur et dissimulateur

Les laboratoires de la casse des statuts et des services publics s'appellent commission Pochard et RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). La seconde planifie la casse de 80 000 emplois en 5 ans, et la première concocte les recettes. Et tout cela avec une fausse transparence : les conclusions de la commission Pochard sont sans cesse repoussées, alors qu'elles étaient écrites dès le premier jour, et seul le ministère de l'EN refuse de communiquer sur ses conclusions en matière de réformes ! Y aurait il des choses à cacher ?